

Responsable des affaires juridiques H/F (profil emploi- type)

Offre d'emploi d'Université Paris Cité

Cadre de l'offre d'emploi

Catégorie A, BAP J, INGENIEUR DE
RECHERCHE RF

Emploi-type REFERENS III

Responsable des Affaires Juridiques

Concours :

Externe

Localisation du poste (ou site)

à définir

REJOINDRE UNIVERSITÉ PARIS CITE

Ancrée au cœur de la capitale, Université Paris Cité figure parmi les établissements français et internationaux les plus prestigieux grâce à sa recherche de très haut niveau, ses formations supérieures d'excellence, son soutien à l'innovation et sa participation active à la construction de l'espace européen de la recherche et de la formation.

Labellisée Idex depuis mars 2018, Université Paris Cité s'appuie sur ses enseignants, ses chercheurs, ses enseignants-chercheurs, ses personnels administratifs et techniques, ses étudiants, pour développer des projets scientifiques à forte valeur ajoutée, et former les hommes et les femmes dont le monde de demain a besoin.

Des sciences exactes et expérimentales aux sciences humaines et sociales, en passant par la santé, Université Paris Cité a fait de l'interdisciplinarité un marqueur fort de son identité.

Elle compte aujourd'hui 64 000 étudiants, 7 500 personnels, 138 laboratoires, répartis au sein de ses trois grandes Facultés en Santé, Sciences et Société et Humanités et de l'institut de physique du globe de Paris.

Rejoindre Université Paris Cité c'est faire le choix de l'exigence et de l'engagement au service de valeurs fortes ; celles du service public, de la rigueur scientifique et intellectuelle mais aussi de la curiosité et de l'ouverture aux autres et au monde.



J1F48 - Responsable des affaires juridiques

Mission	
Conseiller et assister la direction de l'établissement et l'ensemble de ses structures sur tous les problèmes de droit ; assurer la défense des intérêts de l'établissement	
Famille d'activité professionnelle	Correspondance statutaire
Affaires juridiques	Ingénieur de recherche
Activités principales	
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Assurer un rôle d'expertise et de conseil auprès de la direction des services ▪ Analyser et interpréter la réglementation et/ou les clauses des contrats ▪ Prévenir les risques juridiques liés à l'activité de l'établissement ▪ Rédiger des actes et réaliser des montages juridiques complexes ▪ Assurer l'instruction et le traitement de dossiers sensibles ▪ Veiller à la régularité des actes et du fonctionnement des instances statutaires de l'établissement ▪ Négocier et élaborer des contrats et des conventions ▪ Définir les indicateurs d'activité ▪ Encadrer et coordonner le travail d'un service ou d'une direction nationales ▪ Développer une veille juridique portant sur les législations nationales, européennes et internationales ▪ Développer des réseaux juridiques interservices (administrations centrales et déconcentrées) ▪ Conduire des négociations ▪ Participer à des actions de formation 	

Compétences principales	
Connaissances	
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Droit français, européen et/ou international (connaissance approfondie) ▪ Connaissance des textes législatifs et réglementaires du domaine (connaissance générale) ▪ Organisation générale des institutions françaises, européennes et/ou internationales ▪ Organisation et fonctionnement des établissements publics ▪ Techniques de management (connaissance approfondie) ▪ Analyse et rédaction juridique (connaissance approfondie) ▪ Langue anglaise : B2 à C1 (cadre européen commun de référence pour les langues) 	
Compétences opérationnelles	
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Anticiper les risques de contentieux ▪ Communiquer et convaincre ▪ Savoir rendre compte ▪ Mettre en œuvre des procédures et des règles ▪ Établir des bilans et des statistiques de l'activité réalisée ▪ Utiliser les outils bureautiques 	
Compétences comportementales	
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Capacité d'écoute ▪ Capacité de conviction ▪ Rigueur / Fiabilité 	
Diplôme réglementaire exigé - Formation professionnelle si souhaitable	
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Doctorat, diplôme d'ingénieur ▪ Domaine de formation souhaité : Juridique (droit public et/ou droit privé : droit des contrats, de la propriété industrielle...) 	
Tendances d'évolution	
Facteurs d'évolution à moyen terme	
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Implication de la fonction juridique dans l'élaboration de stratégies ▪ Renforcement de la sécurité juridique et des réglementations européennes et internationales ▪ Développement des collaborations entre structures publiques et privées ▪ Accroissement de la mise en cause de la responsabilité de l'administration ▪ Demandes de spécialisation dans certains domaines du droit selon les besoins de l'établissement : droit international, propriété intellectuelle 	
Impacts sur l'emploi-type (qualitatif)	
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Développement du travail en réseau ▪ Exigence accrue d'expertises juridiques 	

Ancien code de l'emploi-type REFERENS	Ancien intitulé de l'emploi-type REFERENS
J1B23	Responsable des affaires juridiques

